

F

S

C

Forum **S**ocial **C**ongolais

Secrétariat Permanent

1150, av. Tabora n° 1150, Barumbu - B.P. 15017 Kinshasa – République Démocratique du Congo
Tél : +243(0)990023637 – +243 (0) 824683838 - forumsocialcongolais@gmail.com

4^e FORUM SOCIAL CONGOLAIS : Oui au Dialogue, mais avant tout, les droits sociaux, économiques et politiques de la population

Le Secrétariat du Forum Social congolais salue la tenue, sans incidents, de son 4^e Forum Social à Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo, du 28 au 30 août 2016, sous le thème : *«56 ans après l'Indépendance, quelles perspectives d'émergence de la RDC ?»*

La tenue de ce 4^e Forum Social Congolais a coïncidé avec l'amorce de la ligne droite pour l'Ouverture du Dialogue Politique National et Inclusif. Les participants à ce Forum Social n'ont pas raté l'occasion d'en analyser les tenants et les aboutissants. Plusieurs personnes ont estimé nécessaire de soutenir ce Dialogue, aussi longtemps qu'il ne substituera pas en un espace de « partage des postes » et/ou de violation de la Constitution de la République Démocratique du Congo. A l'unanimité, les participants ont dénoncé la clé de répartition des places au sein du Dialogue et ont appelé à la revue à la hausse du Quota de la Société Civile qui doit passer de 39 à 68 délégués comme les deux autres composantes : Majorité et Opposition. Tous ont émis le vœu de laisser librement la société civile se choisir ses délégués et cela à partir d'un Cadre inclusif et impersonnel qui réunit toutes les tendances de la société Civile. Une pétition rédigée par le Panel des Experts de la Société Civile pour le Dialogue, a été signée par plusieurs participants.

Venus de différentes provinces de la RDC et de toutes les communes de la Ville de Kinshasa, les participants au 4^e Forum Social Congolais ont démarré les activités par un Rassemblement de Solidarité avec les peuples du Congo, d'Afrique et du monde, victimes des conflits armés, de l'injustice sociale et économique, des pillages des ressources naturelles et des politiques nationales et internationales injustes.

La nouvelle de la libération des militants Yves MAKWAMBALA de FILIMBI, Fred BAUMA de la LUCHA et l'Activiste des Droits Humains Christopher NGOY, a vivement été applaudie par les participants au 4^e Forum Social Congolais.

Contrairement à la tradition mondiale des forums sociaux, cette 4^e édition n'a pas été marquée par une marche d'ouverture ou de clôture. Le contexte général congolais marqué par l'intolérance et la tension politique ainsi que les risques de récupération politicienne et les dérapages éventuelles, n'ont pas permis la réalisation de cette marche malgré l'autorisation de l'Autorité.

Une Caisse de Solidarité à laquelle ont contribué les organisations dont les noms suivent, a permis de soutenir l'organisation du Forum Social Congolais. Il s'agit de : ACDIC, CENADEP, Syndicat CSC, RODEHECIC, CERN/CENCO, POMUCO, PRODDDES, MLK, CNONGD, CODIC...

Les partenaires traditionnels du Forum Social Congolais ont appuyé le processus de cette 4^e édition dans sa phase préparatoire et de réalisation: Wallonie Bruxelles International, Solidarité Socialiste, CNCN-11.11.11 et Radio Okapi

A l'issue des trois journées du Forum Social Congolais à Kinshasa, les points suivants méritent une attention particulière :

1. L'ensemble des participants sont indignés, entre autre, par :

- la misère qui s'aggrave chaque jour et frappe la majorité de la population congolaise, dans un pays aux multiples richesses du sol et du sous-sol qui n'arrive pas à se doter d'une politique réelle de Protection Sociale et de promotion de l'accès des populations aux services sociaux de base : l'eau,

l'électricité, l'alimentation, le logement, la scolarité, les soins de santé, la mobilité sont des véritables casse-têtes quotidiens de la population congolaise

- les manœuvres politiciennes de tout genre pour ne pas respecter la Constitution de la République dans ses multiples aspects : gestion du pouvoir, alternance politique, démocratie participative, respect de la dignité humaine, droits sociaux et économiques, libertés individuelles, etc.
- la manière dont le Dialogue Politique national est en train de se mettre en place en RDC : la nature de l'accord politique qui s'y prépare ; le choix et la nature de plusieurs participants, et principalement ceux issus de la société civile; la non-participation d'une frange importante de l'Opposition politique ; des faibles signaux de décrispation politique la faible représentativité de la Femme et des provinces ; le triomphalisme de certains acteurs, dont ceux de la Majorité présidentielle ; l'absence de mécanisme devant permettre redevabilité des participants au Dialogue ; etc.
- les tueries incessantes et massacres des populations paisibles, par des groupes armés non contenus, à l'Est de la République Démocratique du Congo et principalement dans la région de BENI, alors que s'y concentrent des forces armées importantes des Nations Unies (MONUSCO) et de la République Démocratique du Congo (FARDC).
- la lenteur ou la faible volonté politique, au niveau du Parlement congolais, quand il s'agit de l'examen et l'adoption des projets des Lois essentielles pour la population : Mutuelles de santé, Couverture Maladie Universelle, Code minier, Protection des activistes des Droits Humains, Accès à l'Information, etc.
- la fiscalité nocive et les tracasseries administratives et policières qui étouffent les efforts des pauvres congolais qui se lancent dans des activités économiques qualifiées à tort d'économie informelle. Malgré le caractère solidaire et social de cette forme d'économie, le Gouvernement congolais ne met en œuvre aucune politique pour la soutenir comme gage de la promotion d'une classe moyenne.
- Le comportement véreux des services de l'Etat qui tracassent aux quotidiens les agriculteurs, les paysans, les locataires, les petits commerçants et les voyageurs dans les ports, les aéroports, sur les routes et les voies navigables.
- l'intimidation quasi-permanente des acteurs de la Société Civile, des professionnels des médias et des membres des partis politiques qui osent éveiller le commun de la population sur ses droits civils et politiques
- la négligence, par le Gouvernement congolais, de l'Agriculture familiale, pourtant porteuse de grandes potentialités d'emploi et de ressources économiques pour des millions des congolais. Son grand intérêt semble être porté au profit des parcs agroindustriels. Il ne respecte pas son engagement d'octroyer les 10% du Budget national à l'Agriculture.
- l'évolution du Projet de Construction de la Phase 3 du Grand Barrage INGA sans vulgarisation des résultats des études d'impacts sociaux et environnementaux, sans prise en compte de l'avenir et de la dignité des famille des riverains, sans soucis du meilleur accès de la population congolaise à l'électricité, sans une communication claire, transparente et suffisante.
- les attitudes des sociétés multinationales qui ne garantissent pas un emploi productif et durable, et qui précarisent l'emploi par le système de sous-traitance qu'elles prônent
- les politiques internationales en matière d'immigration et de la liberté de circulation des personnes, provoquant ainsi l'immigration clandestine et la mort de plusieurs personnes voulant traverser les frontières du Nord.

2. L'ensemble de participants au 4^e Forum Social Congolais, appelle :

❖ le Gouvernement congolais à :

- Respecter ses engagements en rapport avec les ODD (Objectifs de Développement Durables) ainsi qu'avec le Pacte International relatif aux Droits Économiques, sociaux et Culturels et ce notamment en matière du respect de l'environnement et d'accès des populations congolaises à l'eau, l'électricité, la nourriture et les soins de qualité, le logement décent, le salaire équitable, l'éducation, etc.
- Garantir la liberté d'expression et d'opinion de tous, sans distinction d'appartenance politique, ethnique ou religieuse
- Mettre en place, en concertations avec les OSC et la COPEMECO, des mécanismes structurels pour encourager l'économie populaire dans sa forme sociale et solidaire notamment en ce qui concerne l'environnement juridique, la fiscalité, l'accès aux financements, etc.

- Redoubler d'efforts pour arriver à mettre fin, en partenariat avec les Nations Unies, les Organisations de la Société Civile et les Notabilités locales, à l'insécurité permanente dans l'Est de la RDC et principalement dans la région de BENI
- Organiser des assises nationales participatives pour une solution durable pour l'emploi des jeunes issus de toutes les couches sociales. Encourager aussi ces jeunes à créer leurs propres unités de production.
- Œuvrer pour la Responsabilité Sociétale des entreprises dans toutes ses formes : Droits des travailleurs, respects des clauses environnementaux et sociales, respect des cahiers des charges des Communautés locales, etc.
- Respecter ses engagements relatifs au Projet Grand INGA et impliquer fortement les Organisations de la société civile dans ce Projet notamment en ce qui concerne les études d'impacts sociaux et environnementaux ainsi que la prise en compte des populations riveraines ainsi que le dédommagement des victimes de Inga I et II.
- Soutenir l'agriculture familiale en milieu urbain et rural notamment en favorisant l'accès aux financements et en octroyant aux producteurs agricoles et maraîchers des espaces arables, accessibles et moins enclins à la pollution. Réhabiliter la Banque de Crédit Agricole
- Peser de son poids pour l'indemnisation des anciens travailleurs de l'ancienne société minière et Industrielle du Kivu, SOMINKI, par la société canadienne BANRO qui avait hérité de son actif et de son passif mais qui ne se contente que des actifs miniers au détriment des milliers des personnes qui attendent justice depuis 1997.
- Réhabiliter l'image des défenseurs de la citoyenneté africaine et des valeurs de la démocratie à l'instar des Mouvements Y EN A MARRE du Sénégal, BALAIS CITOYEN du Burkina, LUCHA et FILIMBI de la RDC et leur assurer la liberté d'expression et de circulation.

❖ **Le Parlement congolais à :**

- Tout mettre en œuvre pour que soit voté urgemment les Lois en rapport avec : Les Mutuelles de santé, la Couverture maladie Universelle, la protection des défenseurs des Droits humains, le Secteur minier, l'Accès à l'information, etc.
- Renforcer le contrôle parlementaire de l'action gouvernementale et de l'exécution budgétaire en toute objectivité
- Veiller à la moralité et à la bonne conduite des parlementaires qui parfois se font corrompre ou usent de trafic d'influence au regard de leur position sociale.
- Légiférer sur la détermination des zones spéciales dédiées à l'agriculture, à l'artisanat minier, à l'exploitation forestières, etc.

❖ **Le Conseil Economique et Social à :**

- Mettre en place un mécanisme participatif à travers lequel il reçoit les desiderata de la population en lien avec ses problèmes sociaux quotidiens
- Ne pas toujours attendre d'être saisi par le Président de la République pour agir, mais plutôt d'être proactif et d'affirmer son rôle comme Conseiller du Gouvernement et des Institutions en matière de droits sociaux et économiques des populations

Les Pays de l'OCDE, l'Union Africaine ainsi que les Agences Multilatérales et bilatérales de la Coopération à :

- Soutenir le fonctionnement d'un Observatoire de la Société Civile pour le Dialogue Politique National en RDC
- Soutenir la population congolaise dans son aspiration pour un État démocratique, sociale, laïque et promoteur des droits humains dans toutes ses dimensions
- Soutenir davantage les efforts de la Société civile congolaise pour la consolidation d'un Etat de droit; la lutte contre la pauvreté; la sécurité et la souveraineté alimentaires; la lutte contre les discriminations et les violences basées sur le genre; la promotion de la protection sociale; la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles; la lutte contre la corruption, la protection de l'environnement, etc.
- Favoriser les organisations locales à accéder avec moindres contraintes aux instruments de la coopération existant notamment les subventions pour des projets.

- Associer les organisations de la société civile locale lors de la définition de leurs priorités de coopération avec la RDC
- Soutenir la mise en place, auprès des Nations Unies, d'un Observatoire International des Transitions démocratiques en vue de prévenir les conflits liés aux élections et aux alternances politiques
- Soutenir le renforcement des capacités des OSC en matière de recherche sur l'agriculture, les ressources halieutiques, l'économie populaire, potentialités naturelles, les changements climatiques, l'inclusion économique, etc.

❖ **Les Organisations sœurs à travers l'Afrique et le monde :**

- Soutenir davantage le processus des forums sociaux et leur multiplication à tous les niveaux
- Reconnaître l'effort et la détermination du mouvement social canadien à organiser le 12^e Forum Social Mondial dans un contexte difficile marqué entre autre par le refus de leur gouvernement d'octroyer des visas à la plupart des participants du Sud et singulièrement les africains.
- Soutenir le processus du Forum Social Congolais, afin d'aider les congolais et congolaises à sortir du carcan de la peur, du paternalisme, des stéréotypes et des clichés positivistes du néolibéralisme et de ses corollaires comme la privatisation et la marchandisation des services sociaux de base.
- Soutenir les congolaises et congolais dans la reconstruction la paix, la solidarité, la tolérance, le respect de la dignité humaine, l'égalité homme-femme, le respect et la promotion de la personne avec handicap, la protection des enfants et des vulnérables.
- Soutenir la tenue des Assises nationale sur l'Efficacité de la Société Civile en en République Démocratique du Congo

3. **Les Organisations présentes s'engagent à :**

- Renforcer des convergences entre elles pour la négociation et la mise en œuvre des programmes qui répondent aux attentes des participants
- Organiser un prochain Forum Social Congolais dans une autre ville que Kinshasa
- Mettre en place un Observatoire du Dialogue National
- Mettre en place un pool des penseurs altermondialistes pour appuyer le mouvement social
- Promouvoir la Protection sociale pour tous
- Organiser les Assises nationales sur l'Efficacité de la Société civile congolaise dans le contexte de la réforme de la Coopération au Développement
- Œuvrer pour l'effectivité du processus électoral et de la décentralisation
- Œuvrer pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable en RDC
- Militer pour la Paix dans la Région de Beni
- Militer pour la reconnaissance officielle de l'Économie Sociale et Solidaire en RDC
- Renforcer le Plaidoyer pour le soutien, par le Gouvernement, de l'agriculture familiale et l'octroi des espaces et des financements agricoles aux ménages
- Renforcer l'information, la Communication et le Plaidoyer autour du projet Grand INGA pour que le Gouvernement tienne compte des intérêts sociaux, économiques et environnementaux des populations dans sa réalisation
- Renforcer la lutte contre la dette odieuse, l'accaparement des terres, les importations massives des produits alimentaires pouvant être produit localement
- Militer pour l'application effective de la responsabilité Sociétale des Entreprises en RDC
- Militer pour l'organiser d'une nouvelle Edition du Forum Social Africain et du Forum Social Mondial en RDC
- Renforcer l'approche du Partenariat Public Privé
- Promouvoir la recherche au sein de la Société Civile

***Un autre Congo plus juste est nécessaire,
Construisons-le ensemble, construisons-le solidairement!***

Fait à Kinshasa, le 30 août 2016
Pour le Comité d'organisation,

Danny SINGOMA
Directeur Général du CENADEP